

505 LN 108/17

4136

(1938, 1941)

ARCHIVES

Mesures disciplinaires Révocation de plein droit en cas de condamnation sans sursis par les Tribunaux

	(s) C.D. 26. 4.38	72	XI (b)
Texte du livre II chapitre X article 55			
de la Convention collective			
	C.D. 10.12.41	38	VI
Nouveau texte de l'art. 55 C.C.			

Mesures disciplinaires - Révocation de plein droit en cas de condamnation sans sursis par les Tribunaux

4136

CONVENTION COLLECTIVE
DU PERSONNEL DU CADRE PERMANENT

Chapitre X - Livre II - Mesures disciplinaires

Révocation en cas de condamnations par les Tribunaux

ART. 55 (Nouvelle rédaction) Punitions proposées sans intervention du Conseil de discipline.

§ 1 - Entraînent la révocation de plein droit les condamnations sans sursis pour assassinat, meurtre, vol, recel, concussion, escroquerie, abus de confiance, attentat ou outrage public à la pudeur, ainsi que pour tentative ou complicité des mêmes crimes ou délits.

§ 2 - Entraînent la révocation de plein droit les condamnations sans sursis :

- pour crime ou délit contre la sûreté de l'Etat;
- pour infraction aux lois réprimant les menées antinationales.

§ 3 - Le Directeur Général conserve toutefois, dans les cas visés aux deux paragraphes précédents, la possibilité de prendre une mesure exceptionnelle de d'infliger une ~~punition~~ autre punition que la révocation.

10 décembre 1941

4136

QUESTION VI - Mesures disciplinaires applicables au personnel : remise en vigueur du chapitre X de la convention collective et modifications à ce chapitre

P.V.

M. LE PRESIDENT rappelle que la S.N.C.F., ainsi que l'y autorisait le décret-loi du 6 octobre 1939, avait suspendu, pour la durée des hostilités, les dispositions du chapitre X de la convention collective relatif aux mesures disciplinaires : de nouvelles dispositions avaient été mises en vigueur comportant notamment une procédure d'instruction plus rapide.

Les motifs qui justifiaient ces mesures n'existent plus et rien ne s'oppose à la remise en vigueur du chapitre X.

Toutefois, il est apparu que certaines dispositions de ce chapitre pouvaient être modifiées dans le sens d'une simplification. Ces modifications sont exposées dans la note. Elles ont reçu l'accord du Comité d'organisation syndicale.

Sténo p; 38

M. LE PRESIDENT - En application du décret du 6 octobre 1939 qui autorisait la S.N.C.F. à modifier pendant la guerre la convention collective du personnel du cadre permanent, le chapitre X de cette convention, relatif aux mesures disciplinaires, avait été remplacé par de nouvelles dispositions. Or, les motifs qui avaient justifié ces mesures n'existent plus et rien ne s'oppose à la remise en vigueur du chapitre X de la convention collective.

Toutefois, des modifications y ont été apportées dans un but de simplification; ces modifications ont reçu l'accord de la Fédération Nationale des Travailleurs des Chemins de fer et je vous propose de les approuver également.

Le Conseil approuve les propositions qui lui sont soumises.

Convention collective
du personnel du cadre permanent

CHAPITRE X - Mesures disciplinaires

(Extrait relatif aux cas de révocation de plein droit)

Modifications proposées d'accord avec la
Fédération Nationale des Travailleurs
des Chemins de fer

Texte actuel

Texte proposé

Art. 55 - Punitions proposées sans
intervention du Conseil de discipline:

Art. 55 - Punitions proposées sans
intervention du Conseil de discipline

§ 1 - Entraînent la révocation de plein droit les condamnations sans sursis pour assassinat, meurtre, vol, recel; concussion, escroquerie, abus de confiance, attentat ou outrage public à la pudeur, ainsi que pour tentative ou complicité des mêmes crimes ou délits. Toutefois, le Directeur Général conserve la possibilité de prendre une mesure de clémence exceptionnelle et d'infliger une autre sanction que la révocation.

§ 1 - Entraînent la révocation de plein droit les condamnations sans sursis pour assassinat, meurtre, vol, recel, concussion, escroquerie, abus de confiance, attentat ou outrage public à la pudeur, ainsi que pour tentative ou complicité des mêmes crimes ou délits.

§ 2- Entraînent la révocation de plein droit les condamnations sans sursis :

- pour crime ou délit contre la sûreté de l'Etat;
- pour infraction aux lois réprimant les menées antinationales.

§ 3 - Le Directeur Général conserve toutefois, dans les cas visés aux deux paragraphes précédents, la possibilité de prendre une mesure exceptionnelle et d'infliger une autre punition que la révocation.

CONVENTION COLLECTIVE

Livre II - Chapitre XX - Mesures disciplinaires

Révocation de plein droit : art. 55.

Punitions proposées sans intervention du Conseil de discipline.

§ 1 - Entraînent la révocation de plein droit, les condamnations sans sursis pour assassinat, meurtre, vol, recel, concussion, escroquerie, abus de confiance, attentat ou outrage public à la pudeur, ainsi que pour tentative ou complicité des mêmes crimes ou délits. Toutefois, le Directeur Général conserve la possibilité de prendre une mesure de clémence exceptionnelle et d'infliger une autre sanction que la révocation.

.....

26 avril 1938

4136

COMITE DE DIRECTION
du 26 avril 1938

QUESTION XI - Questions diverses

b) Convention collective

(s) Mesures disciplinaires : Révocation de plein droit en cas de
condamnation sans sursis par les tribunaux.

172

M. SURLEAU - Un troisième point est en discussion lorsqu'un agent est condamné sans sursis par les tribunaux pour une faute grave, telle que vol, recel ou viol, il est révoqué de plein droit. Le personnel s'oppose à cette révocation d'office et insiste pour que l'affaire soit d'abord évoquée devant le Conseil d'Enquête. Je vous demande de me laisser toute latitude pour traiter cette question.

M. LE PRESIDENT - Nous sommes d'accord.